

SUISSE

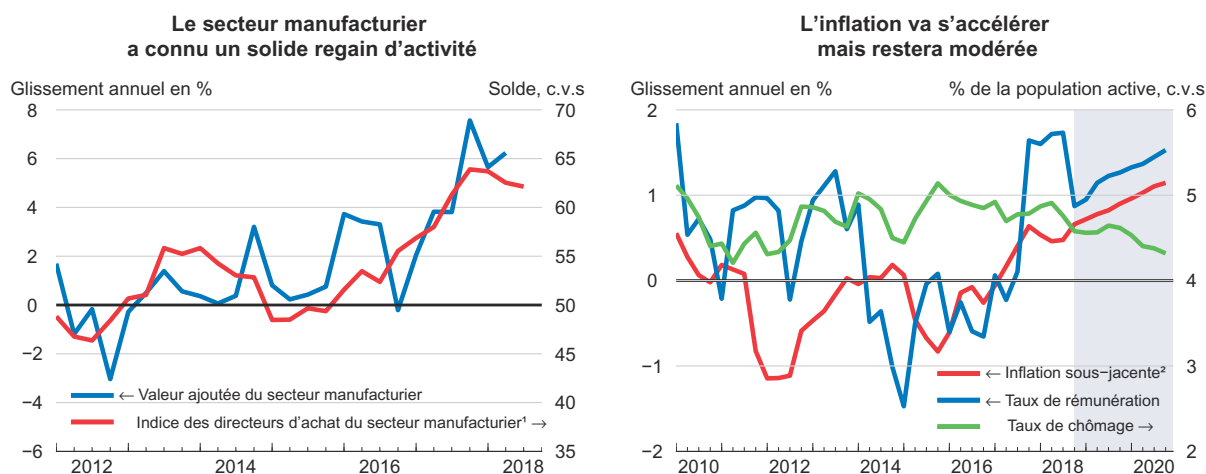
La croissance du PIB a été vigoureuse ces derniers trimestres et devrait s'établir à environ 1 ½ pour cent au cours des deux prochaines années. La demande intérieure s'affermira, portée par la consommation des ménages. Toutefois, les effets du coup de pouce que la dépréciation antérieure du taux de change et des événements exceptionnels ont donné aux exportations s'estomperont. L'excédent des paiements courants, confortable, se contractera légèrement. L'inflation repartira progressivement à la hausse, mais demeurera modérée.

Les taux directeurs devraient amorcer un redressement au second semestre 2019, mais rester négatifs jusqu'en 2020. La politique budgétaire prendra un tour légèrement expansionniste à mesure que diminueront les recettes exceptionnelles. Une réforme des retraites est urgente car le vieillissement de la population complique le financement des pensions. Le développement de l'offre de services d'accueil de jeunes enfants et la réduction de leur coût pourraient encourager la participation pleine et entière des femmes à l'activité économique.

Le secteur manufacturier a récemment été à l'origine d'une accélération de la croissance du PIB

L'économie a connu une croissance vigoureuse, progressant au rythme de 3.2 % en glissement annuel au premier semestre de 2018. Le secteur manufacturier a été le principal moteur de la croissance, mais les recettes encaissées grâce à de grandes manifestations sportives internationales par les fédérations sportives concernées dont le siège est en Suisse ont également concouru à ce bilan exceptionnel. L'accélération de la croissance des marchés d'exportation, alliée à la dépréciation du taux de change, a donné un coup de

Suisse



1. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier est un indicateur avancé établi à partir d'une enquête, qui indique dans quel sens devrait globalement évoluer ce secteur : une valeur supérieure à 50 est le signe d'une expansion globale de l'activité et une valeur inférieure à 50 indique une contraction de l'activité économique.
2. Hors produits alimentaires frais et de saison, énergie et carburants.

Source : SECO ; Thomson Reuters ; et Base de données des perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877297>


Suisse : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	654.2	1.6	1.7	2.9	1.6	1.6
Consommation privée	348.7	1.5	1.2	1.2	1.5	1.7
Consommation publique	78.1	1.2	0.9	1.0	1.0	1.1
Formation brute de capital fixe	155.6	3.4	3.3	3.1	2.9	2.6
Demande intérieure finale	582.4	2.0	1.7	1.7	1.8	1.9
Variation des stocks ¹	- 4.8	-1.4	-0.1	0.0	0.7	0.0
Demande intérieure totale	577.6	0.3	1.5	1.7	2.6	1.9
Exportations de biens et services	406.9	6.7	-0.1	1.4	1.9	2.9
Importations de biens et services	330.4	5.9	-0.7	-0.8	3.8	3.5
Exportations nettes ¹	76.5	1.2	0.3	1.4	-0.8	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.6	-0.4	0.7	1.2	1.2
Indice des prix à la consommation	—	-0.4	0.5	1.0	0.9	1.1
IPC sous-jacent ²	—	-0.3	0.3	0.5	0.8	1.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.8	4.8	4.6	4.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	18.7	17.8	17.8	17.8	17.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.4	1.3	1.2	1.0	0.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	42.5	41.2	40.0	39.0	38.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	9.9	9.5	11.1	10.7	10.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878209>

pouce aux exportations manufacturières. La formation brute de capital fixe a été solide, en dépit d'un fléchissement récent.

Les prix des produits de base ont légèrement poussé à la hausse les prix à la consommation, mais l'inflation sous-jacente demeure faible. Les salaires sont repartis à la hausse et la consommation des ménages a également redémarré au premier semestre de 2018, mais demeure en demi-teinte compte tenu d'un taux d'épargne élevé. L'excédent des paiements courants a dépassé 12 % du PIB au premier semestre de 2018, en partie à cause d'une augmentation de l'excédent commercial.

Les mesures de relance monétaire seront progressivement levées

La politique monétaire a été expansionniste depuis la crise financière. Depuis la fin 2014, l'application de taux directeurs négatifs a permis de stimuler l'inflation et de limiter les entrées de capitaux attirés par le statut de monnaie refuge du franc suisse. Pour autant, les risques financiers que font planer la quête de rendements et une mauvaise affectation du capital s'accumulent. Le crédit hypothécaire et les prix des appartements continuent de monter, quoiqu'à un rythme plus lent, mais les taux de logements vacants aussi. Face à un volant de capacités excédentaires qui se résorbe et une inflation qui commence à s'orienter à la hausse, la banque centrale devrait amorcer un relèvement de ses taux directeurs au second semestre de 2019. Il importera de communiquer en amont

sur la suppression progressive des mesures de relance afin d'éviter des effets de surprise risquant de déstabiliser les marchés.

L'orientation de la politique budgétaire devrait prendre un tour modérément expansionniste. Le montant considérable des recettes générées par les retenues à la source a concouru à l'excédent de 2017 grâce aux dividendes exceptionnellement élevés et au faible nombre de demandes de remboursement qui s'explique en partie par le fait que les taux d'intérêt négatifs n'incitent guère à entreprendre cette démarche. L'excédent budgétaire se réduira progressivement à mesure que ces recettes diminueront, en chiffres nets. Le Parlement a voté en septembre une réforme conjointe de l'imposition des entreprises et des retraites, laquelle pourrait toutefois être bloquée par un éventuel référendum en 2019. Le projet permettrait d'injecter des recettes supplémentaires dans le système de financement des retraites à partir de 2020, grâce à une augmentation des cotisations sociales et des dotations de l'État fédéral. Il n'en reste pas moins qu'il y a urgence à aller plus loin dans les réformes, notamment en alignant l'âge de départ à la retraite des hommes et des femmes et en le reliant à l'espérance de vie, car le vieillissement démographique entraîne une dégradation de la situation financière du système de retraite. La réforme de l'impôt sur les sociétés a pour but de mettre en conformité la fiscalité des entreprises avec les engagements internationaux de la Suisse et devrait permettre de supprimer le traitement fiscal spécial dont bénéficient les entreprises multinationales d'ici 2020.

La croissance de la productivité est restée atone ces dix dernières années. La proposition d'augmenter les déductions fiscales pour frais de garde d'enfants devrait favoriser le développement de l'emploi féminin à temps plein. Cette mesure permettrait de multiplier les possibilités d'emploi des femmes tout au long de leur vie, d'accroître l'offre de main-d'œuvre, d'améliorer la productivité et d'aider à prolonger la phase d'expansion. Enfin, des réformes permettant d'améliorer l'accessibilité financière des services de garde pour les ménages les plus modestes stimuleraient la croissance et la rendraient plus inclusive.

La croissance devrait ralentir, mais rester solide

La croissance du PIB devrait ralentir, mais rester supérieure à son potentiel. La consommation des ménages va gagner de la vigueur, à la faveur d'une valorisation des salaires réels et d'un repli du chômage. L'investissement va marquer le pas, en restant toutefois solide. Tout échec des négociations en cours avec l'Union européenne (UE) sur la mise en place d'un accord-cadre institutionnel pourrait porter atteinte aux liens économiques étroits dont bénéficie actuellement la Suisse avec l'UE. Une intensification des tensions mondiales pourrait entraîner une nouvelle appréciation du franc suisse et brider les exportations. En revanche, l'optimisme des ménages pourrait se traduire par un fléchissement plus net de leur taux d'épargne et une expansion plus rapide de leur consommation, qui se traduirait par une contraction de l'excédent des paiements courants.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-46-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.